

# INTRODUCTION

## La commémoration en pratique : les lieux sociaux du rapport au passé

SYLVAIN ANTICHAN, LABEX LES PASSÉS DANS LE PRÉSENT

SARAH GENSBURGER, ISP ; JEANNE TBOUL, LABEX LES PASSÉS DANS LE PRÉSENT

**L**e 7 novembre 2013, le Président de la République inaugure le cycle commémoratif du centenaire de la Première Guerre mondiale :

« *La Grande Guerre a encore beaucoup à apprendre à la France d'aujourd'hui. Mais « quoi donc ? » diront des innocents, ceux qui ne veulent pas regarder l'Histoire ou qui pensent qu'elle ne se répète pas. En quoi la Première Guerre mondiale nous parle encore ? Que nous laisse-t-elle en conclusion ?* ».

Face à ces inquiétudes, le discours présidentiel entend « donner un sens à l'acte même de commémorer ». Et, en une anaphore, François Hollande déploie les finalités du geste commémoratif : « *Commémorer, c'est saisir la force des générations qui nous ont précédés afin de faire des leçons de vie pour les suivantes* » ou encore « *Commémorer, c'est renouveler le patriotisme, celui qui unit, celui qui rassemble, qui n'écarte personne au-delà des parcours, des croyances, des origines, et des couleurs de peau* ». À cet égard, ce conflit disposerait d'un statut singulier. La mémoire de la Seconde Guerre mondiale, notamment de la Shoah, mais aussi celles de la colonisation ou de la guerre d'Algérie sont largement perçues comme des possibles sujets de division et de conflit. Au contraire, la mémoire de la Grande Guerre est jugée consensuelle, susceptible de parler à tous les citoyens et de produire des effets « intégrateurs ». Sur-tout, avec cet événement historique, le politique pourrait s'appuyer sur une dynamique sociale. À l'occasion du 11 novembre 2014, le Président de la République esquisse un premier bilan de la commémoration : « *Le centenaire de la Grande Guerre [...] a été pour les Français une occasion de se retrouver autour de leur histoire commune, autour des valeurs de la République, de réunir toutes les générations* ».

Pour les sciences humaines et sociales, un tel discours est susceptible de nourrir différents questionnements. Il peut être analysé sous l'angle des transformations socio-historiques des finalités prêtées aux commémorations<sup>1</sup>.

Il nous renseigne aussi sur la contribution de l'évocation de l'histoire à la construction d'un rôle politique, en l'occurrence ici celui de Président de la République<sup>2</sup>. Mais un tel discours peut inviter à d'autres interrogations, encore trop peu abordées par la littérature même si les apories qu'il met en évidence sont aujourd'hui situées au cœur des débats académiques contemporains sur la mémoire<sup>3</sup>. Les propos du chef de l'État sont saturés par l'évocation plus ou moins explicite des effets que la commémoration produirait sur ses publics. À cet égard, le discours du Président est loin d'être original ou spécifiquement français. En France, comme ailleurs, les politiques de mémoire ont pour objectif de consolider le groupe stato-national et ses valeurs. Transmettre le passé aurait une vertu mémorielle. Cela favoriserait ici « l'identité nationale », le patriotisme et « l'intégration », là la diffusion de la citoyenneté et du « vivre ensemble », d'une culture de la tolérance et de la paix. Et pourtant, ces effets, sans cesse convoqués dans les discours politiques, sociaux et même scientifiques sur les commémorations n'ont que peu été analysés. On sait très peu de choses sur ce que produisent ces évocations publiques du passé, en termes de représentations du passé et de mémoires, de civisme et de sentiment d'appartenance. Tel est l'objectif poursuivi par ce dossier thématique : que deviennent les commémorations du côté de leurs publics ? Que devient la commémoration en pratiques ? Par l'ensemble des manifestations auxquelles il a donné lieu comme par la répartition de celles-ci sur l'ensemble du territoire, le centenaire de la Première Guerre mondiale constitue, semble-t-il, un événement commémoratif à la hauteur de celui qu'avait constitué, en 1989, le bicentenaire de la Révolution française. En son temps, le bicentenaire de la Révolution française avait largement contribué au déploiement de travaux de recherches ori-

- ginaux, et qui ont fait date, sur les mises en scène de l'histoire<sup>4</sup> et sur les pratiques sociales commémoratives<sup>5</sup>, sur les politiques de la mémoire et leurs transformations sur le temps long<sup>6</sup>, sur la « manie commémorative »<sup>7</sup> ou l'effacement du « surmoi commémoratif » national<sup>8</sup>. Le centenaire de la Première Guerre mondiale fournit ainsi l'occasion de poursuivre cette réflexion en mettant l'accent non tant sur ce qui fait la commémoration mais sur ce qu'elle fait : les pratiques, les usages et les appropriations sociales auxquels elle donne lieu. Parce que, à la différence de 1989, la commémoration de 1914-18 se déroule simultanément dans différents pays, elle permet de plus de s'inscrire d'emblée dans une perspective comparative.

Dans le cadre du Labex « Les Passés dans le Présent », la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) et l'Institut des Sciences sociales du Politique (ISP) ont initié deux importantes recherches collectives sur des formes d'appropriations sociales du Centenaire : sur le devenir du patrimoine en ligne lié à 1914-18, d'une part, sur les visiteurs des expositions du Centenaire, de l'autre. Plusieurs enquêtes d'envergure ont également été conduites par d'autres équipes, en France avec l'Observatoire du Centenaire<sup>9</sup> comme à l'étranger à travers le programme britannique « *Care for the Future* »<sup>10</sup>. Un colloque intitulé « Revisiter la commémoration. Pratiques, usages et appropriations du centenaire de la Grande Guerre » s'est tenu en mars 2016 à l'Université Paris Nanterre et aux Archives Nationales. Son ambition était de dresser un premier bilan des enquêtes internationales ayant accompagné le déroulement du Centenaire, principalement en Belgique, en Grande-Bretagne, en France, en Irlande et en Russie. À la suite d'autres travaux<sup>11</sup>, il a permis d'approcher les singularités des processus commémoratifs d'un pays à un autre, notamment en fonction des clivages socio-politiques prédominants (confessionnaux en Irlande, territoriaux et linguistiques en Belgique) tout comme du degré de centralisation et de différenciation de l'État (notamment entre le Royaume-Uni et la France). Dans la rencontre entre chercheurs et professionnels, venus de différents pays et d'horizons disciplinaires variés, cette manifestation scientifique visait à produire une réflexion cumulative et comparative sur l'épaisseur sociale du Centenaire mais aussi sur les outils, tant conceptuels que méthodologiques propres à saisir la présence du passé dans la société contemporaine. Les articles rassemblés ici sont le produit d'une partie des discussions et échanges qui y ont eu lieu<sup>12</sup>.

Plusieurs centaines d'ouvrages et d'articles mettent aujourd'hui en perspective les discours politiques et médiatiques tenus sur l'histoire, la construction sémantique mais aussi sociale des représentations du passé incorporées dans les dispositifs commémoratifs. Cependant, selon un diagnostic déjà formulé en 2002 par Wulf

Kansteiner, « *Most studies on memory focus on the representation of specific events within particular chronological, geographical, and media settings without reflecting on the audiences of the representations in question* »<sup>13</sup>. Comme l'ont souligné depuis, plusieurs articles parus dans le journal éponyme *Memory Studies* né de cette impasse, quand les travaux s'intéressent aux publics, ils portent d'abord sur les « militants de la mémoire ». Or, comme l'écrit Nicolas Offenstadt, il ne faudrait pas déduire d'une telle focale que « *l'activisme 14-18 est une pratique générale dans la France contemporaine* », sans pour autant que l'on sache qui sont les publics des commémorations, faute d'« *enquêtes sociologiques qui inscrivent cette reviviscence du passé dans les trajectoires sociales des uns et des autres* »<sup>14</sup>, en d'autres termes des travaux sur les individus qui participent aux commémorations, au-delà du cercle des concepteurs, des commentateurs et des militants les plus engagés dans le processus. Le présent dossier thématique vise donc à saisir la commémoration du côté de ses publics, non seulement du côté des acteurs les plus investis mais aussi de ceux qui n'y participent que plus ponctuellement. Saisir de façon concrète ce que ces acteurs font avec la commémoration et ce que la commémoration leur fait.

## SAISIR LA COMMÉMORATION EN PRATIQUES

Esquisser quelques réponses à ce questionnement constitue, à bien des égards, un défi méthodologique : comment dépasser le simple constat d'un éparpillement des pratiques et des représentations ? Comment dégager des traits communs sans pour autant convoquer une « opinion publique » ou une « mémoire collective » aussi générale que floue ? Comment mesurer les effets d'une commémoration ? Quelles méthodes d'enquête permettent d'observer et d'interroger les publics sans devenir ni trop impressionnistes ni trop artefactuels ? C'est aussi à ces interrogations que ce numéro thématique entend fournir une première réponse.

La commémoration constitue l'un de ces termes qui agrège dans un singulier une multitude d'événements hétérogènes, inscrits dans des lieux, sociaux et géographiques, spécifiques. Ainsi, le même terme recoupe des pratiques aussi diversifiées qu'une reconstitution historique et qu'un discours du Président de la République, qu'une « grande collecte » ou qu'un colloque universitaire. De plus, ces événements s'insèrent dans des contextes locaux singuliers, et peuvent prendre des significations très différentes en fonction de leurs localisations. Ainsi, le dossier est moins consacré à la commémoration qu'à la manière dont elle est mise en pratique dans des lieux singuliers. Loin d'épuiser le processus commémoratif, les trois lieux retenus (Internet, le musée et l'école) n'en sont pas moins significatifs.

De façon inédite au regard des précédentes commémo-

rations de grande ampleur comme le bicentenaire de la Révolution française, le centenaire de la Première Guerre mondiale s'est déroulé dans un contexte social marqué par l'irruption massive des outils et pratiques numériques. Le support Internet s'est ainsi ajouté au répertoire commémoratif hérité et la toile est devenue un nouveau lieu de la commémoration. En dépit d'une multiplication des travaux sur les nouvelles technologies, leur rôle dans les processus commémoratifs ou dans les rapports « ordinaires » à l'histoire n'a que peu été questionné par les sciences sociales. La contribution co-signée par Valérie Beaudouin et Lionel Maurel, en proposant d'observer le devenir en ligne du patrimoine numérisé – en l'occurrence les photographies des albums Valois conservés à la BDIC – et en établissant une cartographie du Web de la Grande Guerre constitue aussi la première analyse qui s'appuie, pour partie, sur les archives du Web, c'est-à-dire sur le dépôt légal d'Internet établi et conservé par la Bibliothèque nationale de France.

Face à cette nouveauté, l'école et les musées constituent des lieux plus classiques de la commémoration. Pourtant, cette apparente stabilité masque une inflexion majeure des investissements politiques et sociaux de ces institutions. Depuis leur naissance, les musées et expositions d'histoire ont vu leur mission s'élargir. Le musée participe désormais d'une logique d'inclusion sociale et se doit d'être un « *agent de changement pour la personne et un agent favorisant le changement social* »<sup>15</sup>, jusqu'à la « *civic transformation* » attendue chez les « jeunes » publics à l'issue de la visite d'un « *memorial museum* »<sup>16</sup>. L'école, enfin, est aussi traversée par une même dynamique de renforcement des injonctions morales et civiques, comme le montre l'article de Laurence De Cock.

Ces divers lieux de la commémoration que souhaite explorer ce dossier sont aussi autant de domaines méthodologiques. Pour proposer un éclairage varié sur un même objet, les sept contributions réunies ici s'appuient sur des outils diversifiés tant quantitatifs (analyse de réseaux et de contenu, exploitation de questionnaires) que qualitatifs (entretiens sociologiques semi-directifs et observations ethnographiques). Dans la lecture croisée des différents articles, la démarche adoptée se teinte d'une dimension comparative, puisque le numéro évoque certes les usages de la commémoration en France mais aussi en Belgique (Pierre Bouchat, Olivier Klein et Valérie Rosoux) et en Russie (Sofia Tchouikina). En s'intéressant aux échos de l'événement commémoratif sur *Twitter*, Frédéric Clavert adopte quant à lui directement cette démarche comparative. Il met ainsi en évidence les différences tout comme les silences partagés dans les usages de la Grande Guerre en France, au Royaume-Uni et en Allemagne.

Enfin, l'approche retenue dans ce numéro se veut autant interdisciplinaire que pluridisciplinaire. En effet, les gains de connaissance résultent bien d'un rapproche-

ment des questions de recherche et des savoir-faire mais ils s'appuient aussi sur le dialogue entre des pratiques disciplinaires, en partie distinctes, qui relèvent tant de l'anthropologie, de l'histoire, de la psychologie sociale, des sciences de l'éducation que de la sociologie et de la science politique.

Loin de produire un éclatement des discours, cette diversité trouve son unité dans un faisceau de questions convergentes. Qui commémore ? Quels usages fait-on des commémorations ? Comment s'approprie-t-on le passé présenté ?

## LA COMMÉMORATION EN SES LIEUX SOCIAUX

À partir de cette perspective commune, et malgré ou plus exactement grâce à leur diversité, l'ensemble des articles souligne une forme d'autonomie des sociétés vis-à-vis des récits prescrits de l'histoire. L'article cosigné par Pierre Bouchat, Olivier Klein et Valérie Rosoux se donne précisément pour objectif de mesurer les effets d'une commémoration. Pour ce faire, il adopte une méthode qui apparaît iconoclaste pour les historiens mais qui est consolidée au sein de la psychologie sociale : l'administration d'un questionnaire en amont et en aval d'une activité, en l'occurrence ici la déambulation dans une exposition et le visionnage d'un film documentaire. Or, les auteurs concluent au caractère éphémère et périphérique, si ce n'est superficiel, des effets des commémorations sur les représentations des publics et, plus encore, indiquent que lorsque, même brefs, ils existent ces effets sont parfois opposés à ceux, ici pacificateurs, attendus. À travers d'autres questionnements et d'autres protocoles d'enquête, tous les articles rassemblés dans le numéro tendent, chacun à leur façon, à renforcer une telle conclusion.

L'écart entre l'efficacité attendue de la commémoration et les appropriations auxquelles elle donne effectivement lieu ne doit pas être compris à l'aune d'une dichotomie trop schématique qui opposerait la commémoration « par le haut » et « par le bas », son « succès » et son « échec ». Les contributions prenant pour objet les usages d'Internet s'avèrent à ce niveau particulièrement éclairantes, tant celle de Frédéric Clavert que celle de Valérie Beaudouin et Lionel Maurel. En effet, leurs articles montrent que le type de contenu posté sur le Web est indissociable des réseaux qui se forment entre les différents sites ou comptes et leurs auteurs.

S'esquisse alors le fil problématique qui relie les différentes contributions entre elles. Les appropriations de la commémoration se construisent dans les relations sociales qui façonnent les individus et dans lesquelles ils sont pris. Les rapports qu'ils nouent au passé prolongent leurs trajectoires biographiques, leurs différentes appartenances et socialisations, mais aussi leur inscrip-

●●●

- tion dans des lieux routiniers (professionnels, de sociabilité ou de résidence). Pour résumer, ces rapports au passé dépendent de leurs modes d'insertion dans une pluralité d'espaces sociaux structurés.

Ainsi, Laurence De Cock revient sur les travaux des didacticiens qui, depuis longtemps déjà, ont montré que les modalités d'appropriation de l'histoire par les élèves dépendent certes de leur savoir scientifique et scolaire mais aussi de leurs savoirs sociaux. Au-delà des seuls élèves, une telle hypothèse se confirme dans l'étude menée par Sofia Tchouikina sur les visiteurs des expositions organisées en Russie à l'occasion du Centenaire. Les façons de voir le passé présenté varient en fonction du degré et du type de connaissances que ces derniers détiennent sur l'histoire (historiographie, films, livres de fiction, émissions télévisuelles généralistes). En plus des connaissances historiques, les visiteurs mobilisent des expériences plus hétérogènes, *a priori* sans lien avec le passé commémoré, qui renvoient tant à leurs expériences professionnelles qu'à leurs façons d'endosser leur identité genrée, par exemple.

Dès lors, il convient de renoncer à l'idée que la commémoration peut agir par elle-même. Du point de vue des publics, les supports de la commémoration ne prennent sens que subjectivement réinterprétés. Centré sur les visiteurs des expositions françaises, l'article de Sylvain Antichan et Jeanne Teboul propose une hypothèse pour penser la nature même de ces interactions entre un lieu et un milieu de mémoire. Selon les auteurs, les appropriations des commémorations reposeraient sur un mécanisme de « reconnaissance » et de « reconstruction ». Les visiteurs s'intéresseraient au passé qu'ils reconnaissent et dans lesquels ils se reconnaissent. Sur cette base, ils opéreraient une double reconstruction, une reconstruction du sens du passé présenté mais aussi de leur propre histoire personnelle, au sens large.

Dès 1974, Michel de Certeau invitait à penser le « lieu social » de l'historiographie, contre la prétention des historiens à écrire à partir d'un « non lieu », à partir d'une position surplombante qui se veut extérieure aux rapports sociaux<sup>17</sup>. Dans ce qui suit, les hypothèses qui se forment et se consolident d'un article à un autre nous invitent à reprendre et à déplacer un tel questionnement. Et donc à interroger cette fois-ci les lieux sociaux de la commémoration.

Dans leur contribution, Thierry Hardier et Emmanuel Rochas exploitent une enquête par questionnaire menée sur la participation de collégiens à la cérémonie du 11 novembre 2015. Parmi d'autres résultats, les auteurs montrent que les élèves les plus motivés à la fois par l'histoire et la commémoration civique de la Première Guerre mondiale sont à plus de 80 % des non-boursiers

(dans un collège comptant 33 % de boursiers) et à plus de 70 % des garçons (alors que les filles représentent 52 % des élèves). Ils démontrent alors que la commémoration dispose de lieux sociaux privilégiés. Leur contribution invite ainsi le lecteur à s'interroger sur la classe sociale et le genre de la mémoire.

De telles données apparaissent comme les conclusions logiques des hypothèses qui traversent le dossier. En effet, les rapports à l'histoire dépendent de relations sociales qui elles-mêmes s'insèrent dans des espaces sociaux structurés. Le passé ne rencontre donc jamais un *homo clausus* mais bien des individus sociaux<sup>18</sup>. Par conséquent, si la commémoration est censée s'adresser à tous et concerner tout un chacun, elle est, de fait, une pratique sociale comme une autre qui se définit à travers une multitude de conditionnements sociaux.

Le constat invite alors à interroger l'écart entre l'« unanimité » commémoratif attendu chez les citoyens et les affinités électives que la commémoration entretient avec des lieux sociaux singuliers. Avec quelles catégories sociales la « mémoire » dispose-t-elle de liens privilégiés ? Les valeurs que les commémorations sont censées transmettre ne proviennent-elles pas d'une partie spécifique de la société ? Dès lors, ne devient-il pas aisément compréhensible que certains individus et groupes se tiennent à l'écart du processus commémoratif ?

La contribution de Laurence De Cock explore ces tensions en analysant les effets des commémorations sur les programmes scolaires et sur leurs appropriations par les élèves. Dans sa dimension commémorative, l'enseignement de l'histoire mobilise deux registres paradoxaux rarement mis en rapport dans le système éducatif français. D'une part, l'attente citoyenne fait appel à la subjectivité des élèves. D'autre part, la démarche scolaire s'attache à l'objectivité des savoirs transmis (ou plutôt à leur dimension critique, au sens scientifique du terme). S'il convient de tirer des leçons du passé, l'histoire demeure alors prise dans ce registre hybride suscitant des tensions entre l'acquisition de connaissances scientifiques qui se veulent donc aussi objectives que possible et la transmission de valeurs, nécessairement subjectives. On peut alors se demander dans quelle mesure il convient d'utiliser les faits historiques pour transmettre des valeurs, quelles que soient les valeurs en question. Par-delà la problématique singulière de chaque contribution, le dossier constitue dans son ensemble une invitation à penser ces questions mais aussi, très modestement, à les prolonger en multipliant les enquêtes empiriques sur les lieux sociaux de la commémoration. À cet égard, la publication de ces articles ne constitue qu'une première étape. ■

## Notes

1. Bernard Cottret, Lauric Henneton (dir.), *Du bon usage des commémorations. Histoire, mémoire et identité, XVIe-XXIe siècle*, Rennes, PUR, 2010. 231 p. ; Johann Michel, *Gouverner les mémoires. Les politiques mémorielles en France*, Paris, PUF, 2010. 207 p.
2. Patrick Garcia, *Grammaires de l'incarnation. Les Présidents de la République et l'histoire (1958-2007)*, HDR, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2011 ; Bernard Lacroix, Jacques Lagroye (dir.), *Le Président de la République : usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de la FNSP, 1992. 402 p. ; Nicolas Mariot, *C'est en marchant qu'on devient président : La République et ses chefs de l'État 1848-2007*, Montreuil, Aux lieux d'être, 2007. 362 p.
3. Sarah Gensburger, "Halbwachs's studies in collective memory: a founding work for contemporary "memory studies" ?", *Journal of Classical Sociology*, vol. 16 (4), 2016, p. 396-413.
4. Jean-Clément Martin, Charles Suaud, *Le Puy du Fou en Vendée. L'histoire mise en scène*, Paris, L'Harmattan, 1996. 229 p.
5. Patrick Garcia, *Le bicentenaire de la Révolution française. Pratiques sociales d'une commémoration*, Paris, CNRS édition, 2000. 354 p.
6. Pascal Ory, *Une nation pour mémoire : 1889, 1939, 1989. Trois jubilé révolutionnaires*, Paris, Presses de la FNSP, 1992. 282 p.
7. William Johnston, *Post-modernisme et bimillénaire, le culte des anniversaires dans la culture contemporaine*, Paris, PUF, 1992. 291 p.
8. Pierre Nora, "L'ère des commémorations", in Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire. III Les France 3. De l'archive à l'emblème*, Paris, Gallimard, 1992, p. 984-985.
9. <<https://www.univ-paris1.fr/autres-structures-de-recherche/observatoire-du-centenaire/>>.
10. Par exemple, dans le cadre du programme britannique « *Care for the future : Thinking forward through the Past* », des recherches ont été menées sur « *The First World War in the Classroom : Teaching and Construction of Cultural Memory* » et sur « *The Significance of Centenary* ». Au-delà, le programme du colloque dont est issu ce numéro constitue un premier aperçu des recherches internationales sur cet objet, tout comme le dossier thématique "The Politics of Memory : Commemorating the Centenary of the First World War" dirigé par Joel Baumont et paru dans *Australian Journal of Political Science*, vol. 50, n° 3, 2015.
11. Notamment, Benjamin Gilles, Nicolas Offenstadt (coord.), "Mémoires de la Grande Guerre", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 113-114, 2014. 206 p.
12. Les riches communications des chercheurs britanniques intervenus au cours de la première journée de ce colloque (Jenny Kid, Joanne Sayner, Anne-Marie Kramer, Kurt Taroff, Jonathan Evershed et Jason Burke) ne sont pas incluses ici mais devraient faire l'objet d'une publication ultérieure. Pour un compte-rendu du colloque voir Anne Joly, "Compte-rendu du colloque « Revisiter la commémoration. Pratiques, usages et appropriations du centenaire de la Grande Guerre »", *Vingtième siècle*, n° 134, 2017, à paraître.
13. Wulf Kansteiner, "Finding Meaning in Memory : A Methodological Critique of Collective Memory Studies", *History and Theory*, vol. 41, n° 2, 2002, p. 179-197.
14. Nicolas Offenstadt, *14-18 aujourd'hui. La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Paris, Odile Jacob, 2010, p. 153-155.
15. Jean Davallon, Hana Gottesdiener, Jean-Christophe Vilatte, "À quoi peuvent donc servir les recherches sur les visiteurs ?", *Culture et Musées*, vol. 8, n° 8, 2006, p. 161-172.
16. Pour une analyse empirique de cette question : Sylvain Antichan, Sarah Gensburger, Jeanne Teboul, Gwendoline Torterat, *Visites scolaires, histoire et citoyenneté. Les expositions du Centenaire de la Première Guerre mondiale*, Paris, La Documentation française, collection « Musées mondes », 2016. 170 p.
17. Michel de Certeau, "L'opération historique", in Jacques Le Goff, Pierre Nora (dir.), *Faire de l'histoire. Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, p. 3-16.
18. Norbert Elias, *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991. 301 p. (Première édition : Paris, Fayard, 1987).